

LES PROMESSES FONT **LONG FEU**

Les leçons des mégafeux de 2022 n'ont manifestement pas été retenues. Le mois d'août n'a même pas commencé que le record des surfaces brûlées est déjà battu. Plus de 30 000 hectares sont partis en fumée. Plus de 200 familles ont vu leur maison disparaître.

Le dérèglement climatique, les sécheresses qui s'installent et les canicules à répétition créent les conditions idéales pour ces catastrophes. Personne ne peut le nier. Mais le climat ne peut pas tout justifier. Les choix politiques interrogent : des effectifs insuffisants, des investissements repoussés. Les flammes prospèrent autant sur la sécheresse que sur l'inaction. À l'automne 2022, pourtant, Elisabeth Borne promettait un changement de cap. Nouveaux Canadair, recrutement de pompiers, modernisation des équipements, adaptation des forêts, entretien des massifs... Trois ans plus tard, le constat est cruel : les flammes avancent plus vite que les promesses. À force de répéter « il faut », le gouvernement a surtout démontré ce qu'il ne faisait pas.

Les pompiers, eux, avaient compris depuis longtemps. En mai 2024, ils manifestent pour dénoncer le manque de moyens, des effectifs sous tension et des conditions de travail qui se dégradent. En retour, ils reçoivent des gaz lacrymogènes, des coups de matraque et des tirs de LBD. Toute la contradiction du macronisme tient dans ces images : célébrer les pompiers lorsqu'ils combattent les flammes, les réprimer lorsqu'ils réclament les moyens de le faire.

Les contradictions ne s'arrêtent pas là. À l'Assemblée nationale, les hommages sont unanimes. Les votes beaucoup moins. Recrutement de pompiers professionnels, nouveaux financements pour les SDIS, contribution accrue des compagnies d'assurance, adaptation de la forêt au changement climatique : à plusieurs reprises, des amendements allant dans ce sens ont été rejetés par la macronie, la droite, et l'extrême droite. Sur le terrain, les absurdités s'accumulent aussi. Les nouveaux camions-citernes sont équipés de dispositifs antipollution performants. Mais les capteurs supportent mal les températures extrêmes des feux de forêt. Les SDIS réclament des adaptations depuis des années. En vain. Résultat : au pire moment,



un camion peut faire le coup de la panne, au mauvais moment. Même constat dans les airs. Officiellement, la France dispose de douze Canadair. En pratique, seuls six ou sept volent. Il faut dire que la flotte a plus de trente ans... Pour masquer ce retard, le gouvernement met en avant l'A400M. Les images sont impressionnantes. La communication aussi. Mais un Canadair peut enchaîner les largages en écopant directement sur un plan d'eau ; l'A400M, lui, doit revenir se poser pour être rechargé. Entre les images et l'efficacité, le gouvernement a choisi. Pendant que les promesses s'envolent mieux que les Canadairs, les conséquences, elles, sont bien réelles. Plus de 13 000 entreprises sont aujourd'hui à l'arrêt. À Biganos, la papeterie est de nouveau menacée par les flammes, un mois seulement après un incendie qui avait déjà détruit plus de 8 500 tonnes de papier.

Face à cette catastrophe, la Filpac CGT appelle les employeurs à faire preuve de responsabilité, de dialogue social et de solidarité envers les salariés touchés. Elle invite également les organisations syndicales à recenser sans délai les difficultés rencontrées dans les entreprises (fermetures de sites, impossibilité d'accès, pertes de rémunération, difficultés de transport ou décisions des directions) afin que les interventions nécessaires puissent être engagées rapidement. Enfin, la Filpac CGT adresse son soutien le plus total aux sapeurs-pompiers, aux personnels de sécurité, aux agents des services publics, aux bénévoles et à toutes celles et tous ceux qui luttent, jour et nuit, contre ces incendies. Elle exprime également sa solidarité envers les habitants, les salariés, les familles et les entreprises frappés par cette catastrophe. •

Toute la contradiction du macronisme tient dans ces images : célébrer les pompiers lorsqu'ils combattent les flammes, les réprimer lorsqu'ils réclament les moyens de le faire.